REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana – Fahafahana – Fandrosoana

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT

MINISITERAN'NY TONTOLO IAINANA

LOI *N° 96-025*
relative à la gestion locale des ressources naturelles renouvelables

LALANA LAHARANA FAHA *96 – 025*
mikasika ny fitantanana eny an-toerana ny loharanon-karena voajanahary mety havaozina

Promulguée le 30 septembre 1996 /Avoaka hanankery ny 30 septambra 1996

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA

Tanindrazana-Fahafahana-Fandrosoana

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT

LOI Nº 96-025
relative à la gestion locale des ressources naturelles renouvelables

L'Assemblée nationale a adopté en sa séance du 10 septembre 1996,
Le Premier Ministre, Chef de l'Etat et du Gouvernement,
Vu la décision no 19-HCC/D.1 du 25 septembre 1996 de la Haute Cour Constitutionnelle,
Vu la décision no 17-HCC/D.3 du 4 septembre 1996 de la Haute Cour Constitutionnelle,

Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. - En vue de permettre la participation effective des populations rurales à la conservation durable des ressources naturelles renouvelables, il peut être confié à la communauté de base, dans les conditions prévues par la présente loi, la gestion de certaines de ces ressources comprises dans les limites de leur terroir.

Art. 2. - Les ressources naturelles renouvelables dont la gestion peut confier à la communauté de base, aux termes de l'article premier de la présente loi, sont celles relevant du domaine de l'Etat ou des Collectivités territoriales.

Rentrent dans cette catégorie les forêts, la faune et la flore sauvages aquatiques et terrestres, l'eau et les territoires de parcours.

Art. 3. - La communauté de base est constituée par tout groupement volontaire d'individus unis par les mêmes intérêts et obéissant à des règles de vie commune. Elle regroupe selon le cas, les habitants d'un hameau, d'un village ou d'un groupe de villages.

La communauté de base est dotée de la personnalité morale et fonctionne comme une ONG selon les réglementations en vigueur.

Art. 4. - Le bénéfice du transfert de gestion prévu par le présent article est reconnu à la communauté de base qui a reçu l'agrément de l'autorité administrative compétente ;

Cette compétence est déterminée par les lois et règlements applicables selon la catégorie d'appartenance et la nature des ressources considérées.

Art. 5. - L'agrément constitue l'acte officiel conférant à la communauté de base bénéficiaire, pendant la période indiquée dans l'acte, la gestion autonome des ressources y visées, sous réserve du respect des stipulations et clauses du contrat de gestion et du cahier de charges négociés et conclus préalablement entre les parties.
L'agrément est subordonné à une demande faite par la communauté de base conformément aux prescriptions des articles 9 à 11 de la présente loi.

Art. 6.- Le contrat de gestion incluant le cahier des charges organise les conditions du transfert de gestion.

Sous réserve des dispositions de l'article 7 ci-après, le contrat de gestion est conclu entre la communauté de base et l'Etat ou la Collectivité territoriale dont relèvent les ressources objet de la demande de transfert de gestion.

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana – Fahafahana – Fandrosoana

MINISITERAN'NY TONTOLO IAINANA

Lalana laharana *faha 96 – 025*
mikasika ny fitantanana eny an-toerana ny loharanon-karena voajanahary mety havaozina

Ny Antenimierampirenena no nandany tamin'ny fivoriana nataony ny 10 septambra 1996,
Ny Praiminisitra, Filoham-panjakana sady Lehiben'ny Governemanta,
Araka ny fanapahana laharana faha – 19 – HCC/D.1 tamin'ny 25 septambra 1996 nataon'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana,
Araka ny fanapahana laharana faha – 17 – HCC/D.3 tamin'ny 4 septambra 1996 nataon'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana,

Dia mamoaka hampanan-kery ny lalàna izay toy izao ny andinindininy :

Andininy voalohany. – Mba hisian'ny tena fandraisan'anjaran'ny mponina eny ambanivohitra amin'ny fikajiana maharitra ny loharanon-karena voajanahary mety havaozina dia azo atao ny manankina amin'ny vondron'olona ifotony, araka ny fepetra voalazan'izao lalàna izao, ny fitantanana ny sasantsasany amin'ireny loharanon-karena ireny izay tafiditra anaty faritra misy ny toeram-ponenana.

And. 2 – Ny loharanon-karena voajanahary mety havaozina izay azo ankinina aminà vondron'olona ifotony ny fitantanana azy, araka ny soritan'ny andininy voalohany amin'izao lalàna izao dia ireo izay eny amin'ny tanim-panjakana na vondrom-bahoakam-paritra.
Tafiditra amin'izany sokajiny izany ny ala, ny biby amam-borona sy zavamaniry dia, an-trano sy an-tanety, ny rano sy ny faritra tetezina.

And. 3 – Ny mamorona ny vondrona fototra dia izay rehetra fikambanan'olon-tsotra manana zotom-po atambatry ny tombontsoa iraisany ary manaiky ho voafehin'ny fitsipi-piainana iombonana. Arakaraka ny fisehoan-javatra dia mivondrona ao anatiny ny mponina iray tanàna mitsitokotoko, iray vohitra na vohitra maromaro.
Ny vondron'olona ifotony dia mizaka ny zo aman'andraikiny ary toy ny an'ny ONG ny fomba fiasany araka ny didy amam-pitsipika manan-kery.

And. 4 – Ny famindram-piandraiketana ny fitantanana tondroin'ity andininy ity dia ekena ho sahanin'ny vondron'olona ifotony izay nahazo fankatoavana avy amin'ny manampahefana ara-panjakana mahefa hanome izany.
Ny mamaritra izany fahefana izany dia ny didy aman-dalàna ary fitsipika fampihatra isan-tsokajiny misy azy sy ny karazan'ny loharanon-karena voakasika.

And. 5 – Ny fankatoavana no sora-panekena ofisialy mampiandraikitra an'ilay vondron'olona ifotony misitraka amin'izany, mandritra ny fari-potoana voatondro ao anatin'ny sora-panekena, ny fitantanana mahaleotena ireo loharanon-karena voalaza ao, kanefa dia hajaina ny fameperana sy ny famarafaran-teny ao amin'ny fifanekem-pitantanana sy ny bokin'andraikitra nifampiraharahana ary nifandraiketan'ny andaniny sy ny ankilany dieny mialoha. Ny fankatoavana dia mifampiankina amin'ny fangatahana ataon'ny vondrona ifotony araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha – 9 hatramin'ny faha – 11 amin'izao lalàna izao.

And. 6 – Ny fifanekem-pitantanana anatiny ny bokin'andraikitra no mandamina ny fepetra anaovana ny famindram-piandraiketana ny fitantanana.
Tsy tohinina ny fepetra voalazan'ny andininy faha – 7 manaraka etoana fa ny fifanekem-pitantanana dia ifanaovan'ny vondron'olona ifotony sy ny Fanjakana na ny Vondrom-bahoakam-paritra miahy ny loharanon-karena, anton'ny famindram-piandraiketana ny fitantanana.

Art. 7. - La commune de rattachement concourt avec l'Etat ou la Collectivité territoriale propriétaire, à tout acte de transfert de gestion passé avec la communauté de base.

Les droits et obligations des parties dans le cadre de cette association feront l'objet d'un accord contractuel.

Aucune disposition de cet accord ne peut toutefois être opposée à la communauté de base, ni par celle-ci invoquée, si elle ne figure au titre des clauses contractuelles du contrat de gestion ou de cahier des charges liant les trois parties.

Art. 8. - La Commune de rattachement est celle dans le ressort de laquelle se trouvent les ressources, objet de la demande de transfert de gestion.

Election de domicile est faite par l'Etat ou la Collectivité territoriale propriétaire auprès du maire de ladite Commune, pour les nécessités de la procédure.

DE LA PROCEDURE DE TRANSFERT DE GESTION ET DE L'AGREMENT

Section 1 - De la demande de transfert de gestion

Art. 9. - Une demande de transfert de gestion valant demande d'agrément doit être déposée par la communauté de base qui sollicite le bénéfice du présent texte auprès du Maire de la Commune de rattachement. La demande peut porter sur une ou plusieurs des ressources, figurant sur la liste des ressources susceptibles de faire l'objet d'un transfert de gestion. Les conditions d'établissement de cette liste seront fixées par voie réglementaire.

Art. 10. - La demande est établie suivant une formule type dont le contenu sera fixé par voie réglementaire. Le questionnaire doit toutefois faire ressortir tous les renseignements permettant à l'autorité compétente de statuer sur le bien fondé de la demande notamment l'assise territoriale de la communauté de base demanderesse, ainsi que les membres la composant, la liste des personnes qui ont participé à la délibération, l'indication des ressources dont la gestion est sollicitée et la décision prise par la communauté de base conformément aux règles qui régissent la communauté.

La demande est datée et signée par le ou les représentants désignés par la communauté de base pour suivre et accomplir toutes les formalités nécessaires au nom de la communauté.

Art. 11. - Au cas où deux ou plusieurs communautés de base sont associées à la demande, chaque communauté doit satisfaire aux prescriptions des articles 9 et 10 ci-dessus.

Mention de l'association envisagée en vue de la gestion commune des ressources est portée sur chaque demande.

Art. 12. - L'instruction de la demande est faite par voie d'enquête sur les lieux effectuée par la Commune de rattachement en collaboration étroite avec les services techniquement compétents de l'administration.

Les membres de la ou des communautés de base du lieu de la situation des ressources sont associés à toutes les phases de la procédure d'enquête.

Art. 13. - L'enquête a pour but de permettre à l'autorité communale compétente :

- de s'assurer de la réalité de l'existence de la communauté de base demanderesse et de l'adhésion sociale à la demande de transfert de gestion ;
- de vérifier la régularité de la désignation et la représentativité réelle du ou des représentants signataires de la demande au nom de la communauté de base ;
- de vérifier la situation des ressources par rapport au territoire de la communauté et à celui de la Commune rurale de rattachement et d'en déterminer la nature et la consistance ;
- d'évaluer enfin la capacité de gestion de la communauté de base demanderesse.

La décision finale concernant la suite à donner à la requête est prise par le conseil de la commune de rattachement.

La décision est portée à la connaissance de la ou des communautés de base demanderesses.

And. 7 – Ny Kaominina misy azy dia mandray anjara miaraka amin'ny Fanjakana na Vondrom-bahoakam-paritra tompon-tany, amin'izay rehetra sora-panekena momba ny famindram-piandraiketana ny fitantanana ifanaovana amin'ny vondron'olona ifotony.
Ny zo sy adidy aman'andraikiny ny andaniny sy ankilany araka ny voafaritra anatin'io fitambaram-pileovana io dia hanaovana fifanarahana ifandraiketany.
Kanefa tsy misy fepetra anatin'io fifanarahana io azo atohitra amin'ny vondron'olona ifotony, na amaharan'ity farany, raha toa izany tsy voalaza ho anisan'ny famarafaran-teny ifandraiketana ao amin'ny fifanekem-pitantanana na ny bokin'andraikitra ifamehezan'ny telo tonta.
And. 8 – Ny Kaominina iankinana dia izay ao anatin'ny fari-piadidiany no misy ny loharanon-karena, anton'ny fangatahana famindram-piandraiketana ny fitantanana.
Ny Fanjakana na ny Vondrom-bahoakam-paritra dia manondro fonenana ao amin'ny Ben'ny tanànan'ny Kaominina, amin'izay ilàna izany amin'ny paika voadidy harahina.

PAIKA ARAHINA AMIN'NY FAMINDRAM – PIANDRAIKETANA NY FITANTANANA SY MOMBA NY FANKATOAVANA

Sokajy voalohany - Momba ny fangatahana famindram-piandraiketana ny fitantanana

And. 9 – Ny fangatahana famindram-piandraiketana ny fitantanana zary fangatahana fankatoavana dia tsy maintsy apetraky ny vondron'olona ifotony hisitraka amin'izao rijan-teny izao any amin'ny Ben'ny tanànan'ny Kaominina iankinany. Ny fangatahana dia mety hahakasika ny iray na ny maromaro amin'ireo loharanon-karena hita ao amin'ny lisitry ny loharanon-karena mety ho azo anaovana famindram-piandraiketana ny fitantanana azy. Ho ferana amin'ny alàlan'ny didy amam-pitsipika ny fomba handraiketana an'io lisitra io.
And. 10 – Ny fangatahana dia atao mifanaraka amin'ny drafitra filamatra izay ho ferana amin'ny alàlan'ny didy amam-pitsipika ny ao anatiny. Ny andiam-panontaniana anefa dia tsy maintsy manasongadina ny filazalazana rehetra ahafahan'ny manampahefana tompon'andraikitra mandray fanapahan-kevitra momba ny maha-mari-pototra ny fangatahana, indrindra indrindra ny faritry ny tany itoeran'ilay vondron'olona ifotony manao fangatahana ary koa ireo mpikambana ao anatiny, ny lisitry ny anaran'olona nandray anjara tamin'ny fifampidinihana, ny fanondroana ny loharanon-karena izay angatahina ny fitantanana azy ary ny fanapahan-kevitra noraisin'ny vondron'olona ifotony araka ny fitsipika mifehy ny vondron'olona.
Marihina ny vaninandro entin'ny fangatahana ary soniavin'ny na ireo solontena notinendrin'ny vondrona ifotony mba hizohy sy hanatanteraka ny fombafomba rehetra arahina amin'ny anaran'ilay vondrona.
And. 11 – Raha toa ka misy vondrona ifotony roa na maromaro mitambatra manao fangatahana, dia tsy maintsy mahatanteraka ny fepetra voalazan'ny andininy faha – 9 sy faha – 10 etsy ambony ny vondron'olona tsirairay avy.
Soratana ao amin'ny fangatahana isanisany ny fikambanana heverin-katsangana mba hitantana miaraka ny loharanon-karena.
And. 12 – Ny fanadihadiana ny fangatahana dia ataon'ny Kaominina iankinany amin'ny alàlan'ny famotopotorana eny an-toerana, iarahany miasa akaiky amin'ny sampan-draharaha mahefa ara-teknika amin'ny fandraharaham-panjakana.
Ny mambra ao amin'ny na ireo vondron'olona ifotony eny amin'ny toerana misy ny loharanon-karena dia ampandraisana anjara amin'izay rehetra fiambaratongan'ny paika arahina amin'ny fanaovana famotopotorana.
And. 13 – Ny zava-kinendrin'ny famotorana dia ny ahafahan'ny manampahefana tompon'andraikitra ao amin'ny Kaominina :

- mizaha ny fahamarinan'ny fisian'ny vondron'olona ifotony nanao fangatahana sy ny fiandanian'ny mpiara-monina amin'ny fangatahana famindram-piandraiketana ny fitantanana,
- manamarina ny maha-ara-dalàna ny fanendrena sy raha mahasolo azy tokoa ny, na ireo solontena nanao sonia ny fangatahana amin'ny anaran'ny vondrona ifotony,
- manamarina ny toetoetry ny loharanon-karena miohatra amin'ny faritry ny tany itoeran'ny vondrona sy amin'ny Kaominina ambanivohitra iankinany ary mamaritra ny karazany sy ny mombamomba azy,
- farany, manombana ny fahaizana ananan'ny vondrona ifotony nanao ny fangatahana.

Ny fanapahan-kevitra farany mikasika ny mety ho tohin'ny fangatahana dia raisin'ny filan-kevitry ny Kaominina iankinana.
Ny fanapahan-kevitra dia ampahafantarina ny naireo vondron'olona ifotony nanao ny fangatahana

Art. 14. - Toutes les demandes ayant fait l'objet d'une décision favorable du conseil de la commune de rattachement seront présentées sous forme d'une requête commune, établie par les soins du Maire de ladite Commune sur la base d'une formule type dont le contenu sera fixé par voie réglementaire.
La requête doit préciser toutes les caractéristiques des demandes approuvées par le conseil de la Commune de rattachement, notamment les ressources objet de la demande de transfert, l'identité des communautés de base demanderesses. Elle porte mention des motifs ayant déterminé la décision du conseil et indique les priorités que le conseil estime devoir être prises en compte dans les contrats de gestion.
La requête signée par le Maire et toutes les communautés de base concernées est transmise au représentant de l'Etat auprès de la Commune de rattachement, aux fins d'agrément, par l'autorité administrative compétente.

Art. 15. - Le refus d'agrément, ne peut, en aucun cas, constituer un obstacle à la présentation par la même communauté de base d'une nouvelle demande sur les mêmes ressources.
Dûment motivé, il ne saurait engager la responsabilité de l'administration.

Art. 16. - L'agrément est délivré dans les conditions prévues aux articles 45 et suivants de la présente loi. Sa délivrance est subordonnée à la signature par les parties du contrat de gestion élaboré dans les conditions prévues à la section 2 ci-après.

Section 2 - De la médiation environnementale

Art. 17. – La médiation environnementale a pour but de faciliter les discussions et les négociations entre les différents partenaires de la gestion locale des ressources naturelles et à les aider à :

- comprendre leurs points de vue respectifs sur les ressources naturelles ;
- élaborer une certaine vision commune de l'avenir à long terme de ces ressources ;
- construire des stratégies communes de gestion de ces ressources ;
- définir les procédures permettant leur gestion effective, en bien commun, sur la base de cette vision et de ces stratégies communes.

Selon les cas, la médiation environnementale est obligatoire ou facultative.

Art. 18. – Le recours à la médiation environnementale est obligatoire lors de la première demande d'agrément déposée dans le ressort d'une Commune.

Art. 19. – Dans le cas des ressources réparties et ou indivisibles entre deux ou plusieurs Communes, il ne sera statué sur les demandes formulées sur ces ressources qu'après médiation entre les Communes et les communautés de base concernées par ces ressources.

Art 20. – Hormis le cas de médiation obligatoire prévu aux articles 18 et 19 de la présente loi, les parties peuvent recourir à l'assistance d'un médiateur environnemental dans les cas prévus aux articles 21 à 23 ci-après.

Art 21. – Toute communauté de base peut recourir au service d'un médiateur environnemental pour l'assister dans l'élaboration de tout acte préparatoire à la demande initiale d'agrément ou à la demande d'extension notamment dans l'identification des ressources et l'évaluation de sa capacité de gestion.

Art. 22. – Toute communauté de base peut également demander l'assistance d'un médiateur environnemental pour l'élaboration d'un système adéquat de gestion répondant à la fois aux exigences du contrat de gestion et aux objectifs de conservation, de développement durable et de valorisation des ressources renouvelables objet du transfert de gestion.

Cette assistance peut notamment porter sur la réglementation de l'accès aux ressources, sur la détermination des modalités de vente de gré à gré ou aux enchères des droits et produits résultant de l'exploitation des ressources renouvelables, sur les modes de répartition des revenus provenant de la valorisation des ressources, sur l'affectation des bénéfices ou sur l'identification des sanctions applicables.

And. 14 – Ireo fangatahana rehetra nandraisan'ny filankevitry ny Kaominina iankinana izany fanapahan-kevitra ankasitrahany azy izany, dia hatolotra amin'ny alàlan'ny fangatahana iombonana aroson'ny Ben'ny tanàna ao amin'io Kaominina io araka ny drafitra filamatra izay noferan'ny didy amam-pitsipika ny ao anatiny.
Ny fangatahana dia tokony hamaritra mazava ny toetoetry ny fangatahana notoavin'ny filankevitry ny Kaominina iankinana, indrindra ny loharanon-karena, antony nanaovana fangatahana famindram-piandraiketana ny fitantanana azy, ny anaran'ny vondron'olona ifotony manao fangatahana. Lazaina ao ny antony nahatonga ny fanapahana noraisin'ny filankevitra ary tondroina ao ny laharam-pialohana izay heverin'ny filankevitra fa tokony homena vahana ao amin'ny fifanekem-pitantanana.
Ny fangatahana voasonian'ny Ben'ny tanàna sy ny vondrona ifotony rehetra dia ampitain'ny manampahefana tompon'andraikitra amin'ny solontenam-panjakana ao amin'ny Kaominina iankinana mba hotoavina.
And. 15 – Na manao ahoana na toa inona, ny fandàvana fanatoavana dia tsy tokony hanakantsakana ny fanoloran'io vondrona ifotony io fangatahana vaovao mikasika ireo loharanon-karena ireo ihany.
Satria ombàn'antonantony mazava izany dia tsy tokony hampiditra andraikitra ny fitondran-draharàham-panjakana.
And. 16 – Ny fankatoavana dia omena araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha – 45 sy ny manaraka amin'izao lalàna izao. Ny fanomezana azy dia miankina amin'ny fanaovan'ny andaniny sy ankilany sonia ny fifanekem-pitantanana voavolavola araka ny fepetra voalazan'ny sokajy faha – 2 manaraka etoana.

Sokajy 2 - Mikasika ny fanelanelanana momba ny tontolo iainana

And. 17 – Ny fanelanelanana momba ny tontolo iainana dia mikendry ny hanamorana ny adihevitra sy ny fifampiraharahana ifanaovan'ny mpifarimbona samihafa amin'ny fitantanana eo an-toerana ny loharanon-karena voajanahary sy ny hanampy azy ireo amin'ny :

- fahazoana ny fomba fisainan'ny tsirairay avy ny mombamomba ny loharanon-karena voajanahary,
- famolavolana fomba fijery iombonana mifantoka amin'ny hoavin'ireo loharanon-karena ireo ao anatin'ny fotoana lavitr'ezaka,
- fandraiketana tetikady iombonana amin'ny fitantanana ireny loharanon-karena ireny,
- famaritana ny paika tena ahafaha-mitantana azy ireny tokoa, toa fananana iombonana, ka io fomba fijery io sy ireo tetikady ireo no ifotorana.

Arakaraka ny fisehon-javatra dia tsy maintsy atao na tsy azo irosoana ny fanelanelanana momba ny tontolo iainana.
And. 18 – Tsy maintsy atao ny fanelanelanana momba ny tontolo iainana amin'ny fangatahana fankatoavana voalohany napetraka ao amin'ny fari-piadidian'ny Kaominina iray.
And. 19 – Raha toa ny loharanon-karena ka mitsinjara sy, na tsy azo ifampizarazaran'ny Kaominina roa na maromaro, dia tsy azo tapahina ny momba ny fangatahana natao tamin'ireny loharanon-karena ireny raha tsy efa nisy fanelanelanana teo amin'ny Kaominina sy ny vondron'olona ifotony voakasik'ireny loharanon-karena ireny.
And. 20 – Afa-tsy amin'ny fisehon-javatra momba ny fanelanelanana tsy maintsy atao voalazan'ny andininy faha – 18 sy faha – 19 amin'izao lalàna izao, ny andaniny sy ankilany dia afaka mangataka ny fanampian'ny mpanelanelana momba ny tontolo iainana amin'ireo toetoe-javatra voalazan'ny andininy faha – 21 ka hatramin'ny faha – 23 manaraka etoana.
And. 21 – Izay rehetra vondron'olona ifotony dia afaka mangataka ho ampian'ny mpanelanelana momba ny tontolo iainana amin'ny famolavolana izay rehetra sora-panekena fanomanana ny fangatahana am-boalohany ny fankatoavana na amin'ny fangatahana fanitarana indrindra amin'ny famantarana ny loharanon-karena sy ny fanombanana ny fahafaha-mitantana izany.
And. 22 – Izay rehetra vondron'olona ifotony dia afaka ihany koa mangataka ho ampian'ny mpanelanelana momba ny tontolo iainana amin'ny famolavolana fari-pitantanana tsara rindra mifanaraka amin'ny zava-takian'ny fifanekem-pitantanana sy amin'ny zava-kinendry mikasika ny fikajiana sy fampandrosoana maharitra ary fanabeazam-boho ny loharanon-karena mety havaozina anaovana ny famindram-piandraiketana ny fitantanana azy.
Izany fanampiana izany dia mety hikasika indrindra ny fanaovana ny fitsipika momba ny fahazoana mitrandraka ireo loharanon-karena, ny famaritana ny fombafomba fivarotana amin'ny alàlan'ny fifampiraharahana na fifampisongonana ireo zo sy vokatra avy amin'ny fitrandrahana ny loharanon-karena ireo, ny fanokanana ny tombom-barotra na ny famaritana ny sazy tokony hampiharina.

Art. 23. – Dans le cas de demande d'extension de l'agrément à d'autres ressources, l'autorité administrative compétente pour statuer sur l'agrément, peut faire appel au service d'un médiateur environnemental pour l'assister dans la vérification de la capacité de gestion de la communauté de base demanderesse, si elle estime qu'une modification totale ou partielle du mode de gestion proposé est à même de donner cette capacité à la communauté de base demanderesse ou du moins améliorer la capacité existante.

Art. 24. – La médiation environnementale est assurée par des médiateurs figurant sur une liste nationale de médiateurs environnementaux agréés.

Un décret pris en conseil de Gouvernement détermine les conditions requises pour l'agrément des médiateurs environnementaux, la procédure d'agrément des candidatures, et l'autorité compétente pour statuer sur l'agrément des candidats et les causes de cessation de mission des médiateurs. Ce décret détermine également les modalités de la procédure de médiation environnementale.

Art. 25. – Les médiateurs environnementaux agréés peuvent exercer sur tout le territoire de la République de Madagascar.

Toutefois, ne peuvent être désignés médiateurs par les parties, les personnes relevant de la juridiction de la Commune du lieu de la situation des ressources, ou les médiateurs ayant la qualité de fonctionnaire ou d'employé des Collectivités territoriales concernées, pour les demandes relevant de leur circonscription.

Art. 26. - Sous les réserves prévues à l'article 24, la désignation du médiateur environnemental relève de la diligence et de l'appréciation consensuelle des parties selon des modalités qui seront fixées par voie réglementaire.

Art. 27. – L'activité de médiation environnementale s'exerce dans le cadre d'un contrat de médiation conclu entre le médiateur et la ou les parties ayant procédé à sa désignation. Le contenu type du contrat de médiation sera fixe par voie réglementaire.

Art. 28. – Les frais de médiation, y compris les honoraires des médiateurs sont supportés à parts égales par les parties dans les cas prévus aux articles 17, 18 et 23 de la présente loi. Dans tous les autres cas, ils sont supportés par la partie qui requiert les services du médiateur.

Art. 29. – Dans tous les cas où l'assistance du médiateur environnemental est prescrite obligatoirement par la présente loi, l'Etat peut faire l'avance des frais de médiation dans des conditions qui sont fixées par voie réglementaire.

Art. 30. – Le médiateur ayant accepté une mission doit l'assumer personnellement jusqu'à son terme. Il ne peut se faire suppléer par un tiers.

Art. 31. – Sans préjudice des autres obligations prévues dans le contrat de médiation, le médiateur environnemental désigné est tenu vis-à-vis des parties a une obligation de neutralité.

Il peut, sans obligation, donner un avis si les parties le demandent consensuelle ment; mais il ne peut ni imposer une solution aux parties, ni prendre fait et cause pour l'une des parties.

Art. 32. – Toute faute commise par le médiateur dans l'exécution de sa mission engage sa responsabilité dans les termes du droit commun.

Art. 33. - Sans préjudice de toute action judiciaire que les parties estiment devoir intenter devant la juridiction compétente et des sanctions disciplinaires que le médiateur environnemental peut encourir en cas de manquement à ses obligations imparties dans le contrat de médiation ou à celles prévues par la présente loi et ses textes d'application, toute défaillance du médiateur dans l'exécution de sa mission met fin à sa mission et suspend la procédure de médiation en cours.

Art. 34. – Les parties sont en droit de pourvoir au remplacement du médiateur défaillant et de poursuivre avec le nouveau médiateur la procédure déjà commencée.

La désignation du nouveau médiateur par les parties, si elle n'a pas été prévue dans le contrat initial de médiation, doit faire l'objet d'un nouveau contrat.

And. 23 – Amin'izay fangatahana hanitatra ny fankatoavana ho amin'ny loharanon-karena hafa, ny manampahefana tompon'andraikitra afaka manapaka mikasika ny fankatoavana, dia mahazo mangataka ho ampian'ny mpanelanelana momba ny tontolo iainana amin'ny fanamarinana ny fahaiza-mitantana ananan'ny vondrona fototra manao fangatahana, raha toa ka heveriny fa ny fanovana tanteraka na amin'ny ampahany ihany amin'ny fomba fitantanana naroso dia mety ahazoan'ny vondrona fototra mpangataka izany fahaiza-mitantana izany na farafaharatsiny ahay manatsara ny fahaizana efa ananany.

And. 24 – Ny fanelanelanana momba ny tontolo iainana dia sahanin'ireo mpanelanelana hita ao amin'ny lisitr'ireo mpanelanelana nankatoavina eto amin'ny firenena.

Didim-panjakana raisina eo amin'ny fivorian'ny Governemanta no mamaritra ny fepetra ilaina amin'ny fankatoavan'ny mpanelanelana momba ny tontolo iainana, ny fombafomba fankatoavana ny filatsahana ho amin'izany, sy ny manapahefana afa-manapaka momba ny fankatoavana ireo mpilatsaka amin'izany ary ny antony hampitsaharana amin'ny asany ireo mpanelanelana. Io didim-panjakana io no mamaritra ihany koa ny fombafomba arahina amin'ny paika mikasika ny fanelanelanana momba ny tontolo iainana.

And. 25 – Afaka manao ny asany manerana ny tanin'ny Repoblikan'i Madagasikara ireo mpanelanelana momba ny tontolo iainana nankatoavina ireo.

Na izany aza anefa dia tsy azon'ny andaniny sy ankilany tendrena ho mpanelanelana ny olona avy amin'ny fari-piadidian'ny Kaominina eo amin'ny toerana misy ny loharanon-karena, na ny mpanelanelana mpiasam-panjakana na mpandraharaha ao amin'ny Vondrom-bahoakam-paritra voakasika, momba ny tontolo iainana.

And. 26 – Tsy tohinina ny fepetra voalazan'ny andininy faha – 24 fa dia miankina amin'ny fizohiana ny toe-draharaha sy ny fandanjalanjana ifanarahan'ny andaniny sy ankilany araka ny fombafomba izay hoferana amin'ny alàlan'ny didy amam-pitsipika, ny fanendrena ny mpanelanelana momba ny tontolo iainana.

And. 27 – Ny raharaha mikasika ny fanelanelanana momba ny tontolo iainana dia atao araka ny fifanaraham-panelanelanana ifanaovan'ny mpanelanelana sy ny na ireo andaniny sy ankilany nandray anjara tamin'ny fanendrena azy. Didy amam-pitsipika no hametra ny drafitra filamatra ao anatin'ny fifanaraham-panelanelanana.

And. 28 – Ny saran'ny fanelanelanana, ka ao anatin'izany ny karama omena ny mpanelanelana dia isasahan'ny andaniny sy ankilany amin'ireo fisehoan-javatra voalaza ao amin'ny andininy faha – 17, faha – 18 ary faha – 23 amin'izao lalàna izao. Amin'izay fisehon-javatra hafa rehetra dia zakain'ny andaniny izay mampisahan'asa ny mpanelanelana izany.

And. 29 – Amin'ireo fisehoan-javatra rehetra izay tsy maintsy ilàna ny mpanelanelana momba ny tontolo iainana araka ny voalazan'izao lalàna izao, dia azon'ny Fanjakana atao ny manome mialoha ny saran'ny fanelanelanana ka didy amam-pitsipika no hametra ny fombafomba arahina amin'izany.

And. 30 – Ny mpanelanelana nanaiky hiandraikitra raharaha iray dia tsy maintsy miantsoroka samirery izany hatramin'ny farany. Tsy azony atao ny mampisolo alon-kafa ny tenany.

And. 31 – Tsy tohintohinina ireo andraikitra hafa voalaza ao anatin'ny fifanaraham-panelanelanana fa ny mpanelanelana momba ny tontolo iainana voatondro, manoloana ny andaniny sy ankilany dia voafehin'ny fanajana ny tsy fombàna ny atsy na ny aroa.

Azony atao, kanefa tsy an-tery izany ny maneho ny heviny raha toa ka mangataka izany miaraka ny andaniny sy ankilany, nefa tsy azony atao na ny manery ny andaniny sy ankilany hanaraka ny vahaolana arosony na ny miandany fotsiny izao amin'ny iray amin'izy ireo.

And. 32 – Izay rehetra hadisoana nataon'ny mpanelanelana eo amin'ny fanatontosana ny asany dia mampiditra andraikitra azy araka ny voalazan'ny lalàna mifehy ny ankapobem-bahoaka.

And. 33 – Tsy tohinina izay rehetra fampakaram-pitsarana heverin'ny andaniny sy ankilany fa tokony hataony eny amin'ny fitsarana mahefa sy ny sazy ara-pitsipi-pifehezana mety hihatra amin'ny mpanelanelana momba ny tontolo iainana raha toa ka misy tsy fahatontosana ny andraikiny voasoritra ao amin'ny fifanaraham-panelanelanana na amin'izay voafaritra amin'izao lalàna izao sy ny rijan-teny fampiharana azy, izay rehetra fialan'andraikitra ataon'ny mpanelanelana eo amin'ny fanatontosana ny asany dia mampitsahatra amin'izany sy mampihantona ny paika arahina amin'ny fanelanelanana am-panatanterahana azy.

And. 34 – Zon'ny andaniny sy ny ankilany ny manolo ny mpanelanelana tsy mahavita ny asany sy ny manohy ny paika efa natomboka miaraka amin'ny mpanelanelana vaovao.

Ny fanendrena ny mpanelanelana vaovao ataon'ny andaniny sy ankilany raha toa izany ka tsy voasoritra tao anatin'ny fifanaraham-panelanelanana voalohany, dia tsy maintsy anaovana fifanarahana vaovao.

Art. 35. – Indépendamment de l'action judiciaire que les parties peuvent toujours intenter dans les termes du droit commun, tout manquement du médiateur aux obligations prévues par la présente loi et ses textes d'application, l'expose aux sanctions de l'avertissement, de la suspension ou du retrait d'agrément à la suite d'une procédure contradictoire où le médiateur est admis à faire valoir ses moyens de défenses.

Art. 36. – La procédure se déroule à la requête de toute partie intéressée devant l'autorité d'agrément des candidatures érigée en conseil de discipline.

Art. 37. - Les sanctions à appliquer appréciées et prononcées par ladite autorité sont notifiées aux intéressés. Elles entraînent en cas de retrait d'agrément la radiation du médiateur de la liste des médiateurs environnementaux agréés.

Section 3 - De l'agrément et du contrat de gestion

Art. 38. – L'agrément est délivré par l'autorité compétente après acceptation et signature par les parties du contrat de gestion lequel fera corps avec la décision d'agrément.

Art. 39. – L'agrément est accordé pour une durée de 3 ans au terme de laquelle il sera procédé par l'autorité administrative compétente à l'évaluation des résultats de la gestion locale consentie à la communauté de base.
Si la communauté de base bénéficiaire s'est acquittée correctement de ses obligations, l'agrément peut être renouvelé sur sa demande pour une nouvelle période dont la durée est portée à dix ans.

Les conditions du transfert de gestion contenues dans les contrats initiaux s'appliquent en cas de renouvellement, si les parties n'ont pas convenu d'un changement dans leurs droits et obligations respectifs.

Toute modification aux conditions initiales sera négociée et acceptée d'accord parties et consignée dans un accord annexé au contrat de gestion.

Art. 40. – La communauté de base peut demander l'extension de l'agrément à d'autres ressources.

La demande d'extension peut porter sur des ressources comprises dans la demande initiale mais exclues du contrat et de la décision d'agrément ou sur des ressources nouvelles non comprises dans la demande initiale.

Le bénéfice de l'extension est accordé s'il est vérifié que la capacité de gestion de la communauté de base lui permet de faire face à toutes les obligations résultant de cette extension.

La vérification de la capacité de la communauté de base demanderesse est faite suivant la procédure prévue à l'article 12 de la présente loi.

L'administration dispose du droit de recourir à l'assistance d'un médiateur environnemental dans les conditions prévues à l'article 23 de la présente loi.

Les parties conviendront dans un accord qui sera annexé au contrat de gestion initial les conditions convenues d'accord parties pour le transfert de gestion.

Art. 41. – L'agrément peut être retiré par l'autorité compétente en cas d'inexécution par la communauté de base des obligations imparties dans le contrat de gestion : sans préjudice des dommages-intérêts que l'autre partie peut demander en réparation des préjudices éventuellement subis.

Art. 42. – En cas de report de la procédure d'agrément par l'administration, de refus d'agrément ou de non renouvellement, la gestion des ressources reste soumise aux lois et règlements en vigueur, applicables aux ressources considérées.

And. 35 – Ankoatra ny fampakaram-pitsarana izay azon'ny andaniny sy ankilany atao hatrany araka ny voalazan'ny lalàna mifehy ny ankapobem-bahoaka, izay rehetra tsy fanajan'ny mpanelanelana ny adidiny voasoritra amin'izao lalàna izao sy ny rijan-teny fampiharana azy dia mety hampiharana aminy ny sazy fampitandremana, ny fampihantonana na ny fisintonana ny fankatoavana aorian'ny paikady ifanatrehana izay anekena ny mpanelanelana hampiasa ny zony amin'ny fiarovan-tena.
And. 36 – Ny paika arahina dia atao araka ny fangatahana aroson'izay voakasik'izany eo anatrehan'ny manampahefana manome ny fankatoavana ny filatsahana hisahana izany izay hajoro ho filankevitra momba ny fitsipi-pifehezana.

And. 37 – Ny sazy hampiharina izay io manampahefana io no mandanjalanja sy mamoaka azy dia ampahafantarina ireo voakasika. Raha toa misy ny fanafoanana ny fankatoavana, dia mitarika ny fikosehana ny anaran'ny mpanelanelana eo amin'ny lisitr'ireo mpanelanelana momba ny tontolo iainana nankatoavina izany.

Sokajy 3 - Ny amin'ny fankatoavana sy ny fifanekem-pitantanana

And. 38 – Ny fankatoavana dia omen'ny manampahefana tompon'andraikitra aorian'ny naneken'ny andaniny sy ny ankilany ary nanaovany sonia ny fifanekem-pitantanana izay haiditra ao anatin'ny fanapahana momba ny fankatoavana.

And. 39 – Ny fankatoavana omena dia manan-kery mandritra ny telo taona ka rehefa mifarana izany dia hataon'ny manampahefana ara-pitondrana tompon'andraikitra ny fanombatombanana ny vokatry ny fitantanana eo an-toerana nekena hosahanin'ny vondrona ifotony. Raha toa ny vondrona ifotony misitraka amin'izany ka nahavita ara-dalàna ny andraikiny, dia azo havaozina ny fankatoavana ataony ho amin'ny fe-potoana vaovao izay mahatratra folo taona ny faharetany.
Raha toa misy ny fanavaozana dia ampiharina ny fepetra momba ny famindram-piandraiketana ny fitantanana hita ao amin'ny fifanekena tany am-boalohany, raha toa ny andaniny sy ny ankilany ka tsy nifanaiky fa hanisy fanovàna amin'ireo adidy aman'andraikiny avy.
Izay rehetra fanovàna atao amin'ny fepetra tany am-boalohany dia ifampiraharahana sy ifaneken'ny andaniny sy ankilany ary horaketina ao anatin'ny fifanarahana izay atovana ny fifanekem-pitantanana.

And. 40 – Ny vondrona ifotony dia afaka mangataka ny fanitarana ny fankatoavana aminà loharanon-karena hafa.
Ny fangatahana fanitarana dia mety hahakasika ny loharanon-karena tafiditra tao amin'ny fangatahana tany am-boalohany nefa tsy naiditra tanatin'ny fifanekena sy ny fanapahana momba ny fankatoavana na mikasika ny loharanon-karena vaovao tsy tafiditra ao amin'ny fangatahana tany am-boalohany.
Isitrahana ny fanitarana raha voamarina fa ny fahaiza-mitantana ananan'ny vondron'olona ifotony dia ahafahany miatrika ny adidy aman'andraikitra rehetra vokatr'io fanitarana io.
Ny fanamarinana ny fahaiza-manao ananan'ny vondron'olona ifotony manao fangatahana dia atao araka ny paika arahina voalaza ao amin'ny andininy faha – 12 amin'izao lalàna izao.
Ny fandraharaham-panjakana dia manan-jo hangataka fanampiana amin'ny mpanelanelana iray momba ny tontolo iainana araka ny fepetra voalaza ao amin'ny andininy faha – 23 amin'izao lalàna izao.
Ny andaniny sy ny ankilany dia hifanaraka, ao amin'ny fifanarahana iray izay hatovana ny fifanekem-pitantanana tany am-boalohany, amin'ny fepetra nifanarahana momba ny famindram-piandraiketana ny fitantanana.

And. 41 – Raha toa tsy notanterahan'ny vondrona ifotony ny adidy aman'andraikitra voalaza ao amin'ny fifanekem-pitantanana dia azon'ny manampahefana tompon'andraikitra atao ny manafoana ny fankatoavana, izany anefa tsy misakana ny fanefana onitra izay mety ho takian'ny ankilany ho fanarenana ny mety ho fahavoazana mihatra aminy.

And. 42 – Raha toa misy fanemoran'ny fandraharaham-panjakana ny firosoana amin'ny paika arahina amin'ny fankatoavana, na fandavana ny fankatoavana na tsy fanavaozana azy, ny fitantanana ny loharanon-karena dia mitoetra ho voafehin'ny lalàna sy didy amam-pitsipika manan-kery, fampihatra amin'izay loharanon-karena voakasiny.

DES DROITS ET OBLIGATIONS DE L'ONG GESTIONNAIRE DES RESSOURCES NATURELLES RENOUVELABLES

Art. 43. – A compter de sa notification, l'agrément confère à la communauté de base bénéficiaire pendant la période indiquée dans l'acte, la gestion de l'accès, de la conservation, de l'exploitation et de la valorisation des ressources objet du transfert de gestion sous réserve du respect des prescriptions et des règles d'exploitation définies dans le contrat de gestion.

Art. 44. – En cas de troubles apportés par un tiers dans la jouissance des biens, la communauté de base peut avant toute action en justice, demander au président du Conseil de la Commune rurale de rattachement d'user de ses pouvoirs de conciliation.
Le litige peut être soumis à l'arbitrage du président du Conseil si les deux parties y consentent.

Art. 45. – Si les troubles proviennent du fait de l'Administration, la communauté de base peut prétendre à des dommages et intérêts en réparation des préjudices éventuellement subis.

Le même droit est reconnu à la communauté de base en cas de résiliation unilatérale du contrat par l'administration.

Art. 46. – En cas de résiliation unilatérale du contrat par l'administration, le recours hiérarchique est ouvert à la communauté de base devant l'autorité supérieure. L'affaire ne peut être portée en justice qu'en cas d'échec ou d'impossibilité de ce recours.

Le silence de l'autorité supérieure équivaut à un échec du recours hiérarchique. Le silence est réputé acquis si ladite autorité ne s'est pas manifestée dans le mois suivant sa saisine.

Art. 47. – Les parties peuvent soumettre leur différend à l'arbitrage d'une instance composée de deux arbitres nommés respectivement par les parties et d'un tiers arbitre désigné d'un commun accord par les deux arbitres ou à défaut d'accord par le président du tribunal dans le ressort duquel se trouvent les ressources litigieuses.

Art. 48. – Les dispositions contentieuses prévues par la loi sur les ONGs s'appliquent à la gestion locale des ressources naturelles renouvelables.

DES RAPPORTS ENTRE LES MEMBRES DE L'ONG GESTIONNAIRE DES RESSOURCES NATURELLES RENOUVELABLES

Art. 49. – Les rapports entre les membres de la communauté de base sont réglés par voie de "Dina".
Les "Dina" sont approuvés par les membres de la communauté de base selon les règles coutumières régissant la communauté.
Au cas où deux ou plusieurs communautés de base sont associés dans la gestion des ressources, le "Dina" applicable aux membres des communautés doit être approuvé par les membres de chaque groupe conformément aux règles propres régissant chaque communauté

Art. 50. – Les "Dina" ne peuvent comporter des mesures pouvant porter atteinte à l'intérêt général et à l'ordre public. Les prescriptions qu'ils contiennent doivent être conformes aux dispositions constitutionnelles, législatives et réglementaires en vigueur, ainsi qu'aux usages reconnus et non contestés dans la Commune rurale de rattachement.

Art. 51. – Les "Dina" ne deviennent exécutoires qu'après visa du Maire de la Commune rurale de rattachement, valant autorisation d'application, sans préjudice du droit pour le représentant de l'Etat auprès de ladite collectivité de déférer devant les juridictions compétentes la décision ainsi prise qu'il estime entacher d'illégalité.

Art. 52. – Les "Dina" régulièrement approuvés et visés par l'autorité compétente ont force de loi entre les membres de la communauté de base.
L'application du "Dina" est toutefois suspendue jusqu'à intervention d'une décision de justice, en tous cas de recours exercé contre la décision du Maire autorisant l'application du "Dina".

NY AMIN'NY ADIDY AMAN'ANDRAIKITRA IANTSOROHAN'NY *ONG* MPITANTANA NY LOHARANON – KARENAVOAJANAHARY METY HAVAOZINA

And. 43 – Manomboka amin'ny fampahafantarana azy, ny fankatoavana dia manone ho an'ny vondron'olona ifotony misitraka amin'izany, mandritra ny fe-potoana voatondro ao amin'ny taratasy fifanekena, ny fitantanana momba ny fitrandrahana, ny fikajiana, ny fihariana ary ny fanabeazam-boho ny loharanon-karena anton'ny famindram-piandraiketana ny fitantanana, tsy tohinina anefa ny fanajana ny fepetra sy ny fitsipika arahina amin'ny fitrandrahana voasoritra ao amin'ny fifanekem-pitantanana.
And. 44 – Raha misy fanakorontanana ataon'olon-kafa amin'ny fisitrahana amin'ireo fananana, ny vondron'olona ifotony alohan'ny fampakaran-draharaha amin'ny fitsarana dia afaka mangataka amin'ny filohan'ny Filankevitry ny Kaominina ambanivohitra iankinany ; mba hampiasa ny fahefany hanao ny fampihavanana.
Ny fifanolanana dia azo aroso amin'ny filohan'ny Filankevitra hanaovany fanelanelanana raha toa ka manaiky izany ny roa tonta.
And. 45 – Raha toa ny fanakorontanana ka avy amin'ny Fanjakana, ny vondron'olona ifotony dia afaka miandrandra fanefana onitra ho fanarenana ny mety ho fahavoazana mihatra aminy.
Raha misy fanafoanana ny fifanekena nataon'ny fandraharaham-panjakana samirery dia ekena hizaka io zo io ihany ny vondron'olona ifotony.
And. 46 – Raha misy fanafoanana ny fifanekena nataon'ny fandraharaham-panjakana samirery dia, fitoriana isan'ambaratongany no ataon'ny vondron'olona ifotony anatrehan'ny manampahefana ambony. Tsy azo entina eo amin'ny fitsarana ny raharaha raha tsy hoe misy tsy fahombiazana na tsy fahafahana manao io fampakaran-draharaha io.
Ny fahanginan'ny manampahefana ambony dia midika ho tsy fahombiazan'ny fitoriana isan'ambaratongany. Heverina ho misy ny fahanginana raha toa io manampahefana io ka tsy maneho ny heviny ao anatin'ny volana manaraka ny nitondrana ny raharaha teo aminy.
And. 47 – Ny andaniny sy ankilany dia afaka mandroso ny fifanolanana misy eo amin'izy ireo hodinihana amin'ny fanelanelanana ataon'ny fitsarana misy mpanelanelana roa tendren'ny andaniny sy ny ankilany avy ary mpanelanelana iray hafa iarahan'ny mpanelanelana roa manendry na raha tsy izany dia ny Filohan'ny fitsarana ao amin'ny fari-piadidiana izay misy ny loharanon-karena ifanolanana no manendry azy.
Ny fanapahana noraisin'ny mpanelanelana dia mamatotra ny andaniny sy ny ankilany izay tsy maintsy manatanteraka amin-kitsim-po.
And. 48 – Ny fepetra momba ny fifanolanana voalazan'ny lalàna mikasika ny *ONG* dia mihatra amin'ny fitantanana eny an-toerana ny loharanon-karena voajanahary mety havaozina.

NY AMIN'NY FIFANDRAISAN'NY MAMBRA AMIN'NY *ONG* MPITANTANA LOHARANON – KARENAVOAJANAHARY METY HAVAOZINA

And. 49 – Tapahina amin'ny alàlan'ny Dina ny momba ny fifandraisan'ny mambra ao amin'ny vondron'olona ifotony.
Ny Dina dia toavin'ny mambra ao amin'ny vondron'olona ifotony araka ny fitsipika fanao mahazatra mifehy ny vondron'olona.
Raha toa misy vondron'olona ifotony roa na maromaro miara-miasa amin'ny fitantanana ny loharanon-karena, ny Dina ampiharina amin'ny mambra ao amin'ny vondrona dia tsy maintsy toavin'ny mambra amin'ny fikambanana isanisany araka ny fitsipika mifehy ny vondrona tsirairay avy.
And. 50 – Tsy tokony ahitana fepetra mety hanohintohina ny tombontsoan'ny besinimaro sy ny filaminam-bahoaka ny Dina. Ny fameperana raiketiny dia tokony hifanaraka amin'ireo fepetra soritan'ny lalàmpanorenana, soritan'ny lalàna ary ny didy amam-pitsipika manan-kery, ary koa amin'ireo fomba amam-panao eken'ny rehetra sady tsy misy mitsipaka ao amin'ilay Kaominina ambanivohitra iankinany.
And. 51 – Ny Dina dia tsy tanterahina raha tsy efa nohamarinin'ny Ben'ny tanànan'ny Kaominina iankinany, izay zary fanomezan-dàlana amin'ny fampiharana azy, izany anefa tsy misakana ny zon'ny solontenan'ny Fanjakana ao amin'io vondrom-bahoaka io hampakatra any amin'ny fitsarana mahefa ny fanapahana noraisina arak'izany izay heveriny fa tsy ara-dalàna.
And. 52 – Ny Dina nekena sy nohamarinin'ny manampahefana tompon'andraikitra ara-dalàna dia manan-kery toa lalàna eo amin'ny samy mambra ao amin'ny vondron'olona ifotony.
Na izany aza, ny fampiharana ny Dina dia aato mandra-pisian'ny didy avoakan'ny fitsarana, raha toa misy fampakaran-draharaha anoherana ilay fanapahana ataon'ny Ben'ny tanàna izay manome alàlana ny hampiharana ny Dina.

La suspension d'exécution peut être limitée aux dispositions estimées illégales par le représentant de l'Etat, à moins qu'il ne soit allégué que ces dispositions forment un tout indissociable avec les autres dispositions du "Dina". Le sursis d'exécution du "Dina" demandé par le représentant de l'Etat est porté devant la juridiction compétente qui statue selon la procédure d'urgence prévue dans les textes relatifs au fonctionnement des Collectivités territoriales décentralisées.

Art. 53. – Tout membre qui ne sera pas conforme aux dispositions "Dina" est passible des "Vonodina" y prévu, sans préjudice des réparations pécuniaires qui peuvent être stipulées dans le "Dina" au profit de la communauté de base et de toute poursuite pénale, en cas d'infraction à la législation et à la réglementation en vigueur.
Toutefois, le recours devant la justice ne doit être engagé qu'après l'épuisement des procédures prévues par le "Dina".

DU CADRE GENERAL ECONOMIQUE ET FISCAL D'EXERCICE DE LA GESTION COMMUNAUTAIRE LOCALE DES RESSOURCES NATURELLESRENOUVELABLES

Art. 54. – Les communautés de base agréées, bénéficiaires du transfert de gestion dans le cadre de la présente loi auront droit à certains avantages pour la commercialisation et la valorisation des ressources renouvelables et des produits dérivés.
Les avantages concédés aux communautés de base agréées, sur la base de certificats d'origine des ressources ou produits dérivés, seront de caractère essentiellement économiques utilisant en particulier les outils de la parafiscalité. Ces avantages seront institués par voie législative. Ils permettront aux communautés de base agréées d'assurer par une meilleure valorisation une gestion viable et durable à long terme des ressources dont la gestion leur est concédée et la conservation globale de la biodiversité des ressources de leur terroir.
Ils viseront par ailleurs à mettre en place une incitation économique effective de nature à déterminer les communautés de base non encore agréées à demander le transfert de gestion et le bénéfice de l'agrément.
Ces avantages seront institués de façon différentielle selon chacune des ressources concernées et leur mode de gestion. Dans un souci de saine gestion économique et d'adaptation continue aux conditions de l'économie de marché, ils seront ajustables par voie réglementaire.

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 55. – En tant que de besoin, la communauté de base, peut dans le cadre du présent texte faire appel au concours et à l'appui technique des services déconcentrés de l'Etat.

Art. 56. – Selon le domaine considéré, des textes législatifs ou réglementaires interviendront pour fixer les conditions et les modalités d'application de la présente loi.

Art. 57. – La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République de Madagascar.
Elle sera exécutée comme loi de l'Etat.

Promulguée à Antananarivo, le 30 septembre 1996

Norbert RATSIRAHONANA

Ny fampihatoana ny fanatanterahana dia azo ferana hahakasika ireo fepetra heverin'ny solontenam-panjakana fa tsy manara-dalàna, afa-tsy raha lazaina fa zavatra iray loha tsy azo sarantsarahana amin'ireo fepetra hafa raketin'ny Dina ireny fepetra ireny. Ny fanemorana ny fampiharana ny Dina nangatahin'ny solontenam-panjakana dia entina eo amin'ny fitsarana mahefa izay hamoaka didy amin'ny alàlan'ny paika arahina noho ny hamehana voalaza ao amin'ny rijan-teny mikasika ny fampandehanan-draharahan'ny Vondrom-bahoakam-paritra itsinjaram-pahefana.

And. 53 – Ny mambra rehetra tsy manaraka ireo fepetra voalazan'ny Dina, dia mety ho tratran'ny vonodina izay voatondro ao, izany anefa tsy misakana ny fanefana onitra ara-bola izay mety voasoritry ny Dina ho an'ny vondrona ifotony sy izay rehetra fifanarahana amin'ady heloka, raha nisy fandikana ny lalàna sy ny didy amam-pitsipika manan-kery.
Na izany aza, ny fampakaran-draharaha eo anatrehan'ny fitsarana dia tsy tokony atao raha tsy efa nialana nenina ireo paika arahina voatondro ao amin'ny Dina.

NY AMIN'NY SEHATRA ANKAPOBENY ARA – TOEKARENA SY MOMBA NY HETRA ENTI – MISAHANA NY FIARAHA – MITANTANA EO AN – TOERANA NY LOHARANON – KARENA VOAJANAHARY METY HAVAOZINA.

And. 54 – Ny vondron'olona ifotony nankatoavina, misitraka amin'ny famindram-piandraiketana ny fitantanana araka ny voafaritra amin'izao lalàna izao dia hanan-jo hahazo tombontsoa sasantsasany amin'ny fivarotana sy ny fanabeazam-boho ny loharanon-karena mety havaozina sy ny vokatra azo avy aminy.
Ny tombontsoa omena ireo vondron'olona ifotony nankatoavina, mifototra amin'ny taratasim-panamarinana ny fiavian'ny loharanon-karena na ny vokatra azo avy aminy, dia hanan'endrika ara-toekarena indrindra indrindra ka ampiasaina manokana izay mombamomba ny fandoavan-ketra. Lalàna no hamaritana an'ireny tombontsoa ireny. Izany dia hahafahan'ny vondron'olona ifotony nankatoavina hanatsara kokoa ny fahaiza-mitantana azo itokiana sady maharitra fotoana ela ireo loharanon-karena omena azy ireo an-tànana sy ny fikajiana mahafaobe ny zava-miaina samihafa miodidina ny loharanon-karena misy eny amin'ny toeram-ponenany.
Ankoatr'izany dia kinendry aminy ny hanisy fandrisiana hanao ezaka ara-toekarena tokoa izay mety hitarika ireo vondrona fototra mbola tsy nankatoavina hanao fangatahana ny famindram-piandraiketana ny fitantanana sy hisitraka amin'ny fankatoavana.
Tsy hitovy tantana ny fanomezana an'ireny tombontsoa ireny fa ho arakaraka ny karazan'ireo loharanon-karena isanisany voakasika sy ny fombafomba itantanana azy. Mba tsy hisian'ny madilana amin'ny fitantanana ara-toekarena sy hifanentanany hatrany amin'ny fiharian-karena manara-tsena dia ho amin'ny alàlan'ny didy amam-pitsipika no hanarenana izany.

FEPETRA SAMIHAFA

And. 55 – Raha ilaina, ny vondron'olona ifotony, dia afaka, araka izay voafaritra amin'izao rijan-teny izao, mangataka fanampiana sy fanohanana ara-teknika amin'ny sampan-draharaham-panjakana naely patrana.

And. 56 – Arakaraka ny sehatr'asa voakasika dia hisy ny rijan-tenin-dàlana na didy amam-pitsipika hamaritra ny fepetra sy ny fombafomba fampiharana izao lalàna izao.

And. 57 – Havoaka amin'ny *Gazetim-panjakan'ny* Repoblika izao lalàna izao.
Hotanterahina izany fa lalàm-panjakana.

Avoaka hanan-kery, Antananarivo ny 30 septambra 1996

Norbert RATSIRAHONANA.